

On nous a beaucoup parlé de l'accord commercial conclu entre les Etats-Unis et le Canada. Les uns ne veulent pas de tarif bas et d'autres sont opposés à un tarif élevé, mais je ne vois pas qu'il y ait lieu de forcer l'entrée des marchés étrangers si nous devons mourir de faim chez nous. Il me semble que la première chose à faire est de chercher à garder les marchés que nous avons, et le marché le plus immédiat et le plus convenable est le marché domestique. J'aimerais à voir quelques honorables membres de la Chambre visiter quelques régions de ma circonscription. Je suis certain qu'ils reconnaîtront qu'il y a là un marché pour le vêtement et autres denrées; je l'ai constaté moi-même et d'autres l'ont fait aussi. Nous avons un marché au Canada. Il n'est pas nécessaire de chercher un marché; nous n'avons besoin que de nous occuper du peuple canadien.

Je voudrais dire un mot du Dr Riddell et de la possibilité d'une guerre. Le ministre de la Justice (M. Lapointe), dans un discours prononcé récemment, samedi dernier, je crois, disait:

"A ce sujet", dit le ministre de la Défense, "je veux que vous compreniez bien que nous n'aurons jamais dans le Canada un système suffisant de défense si nous ne créons pas un sentiment national en faveur d'un tel système."

Cela veut-il dire qu'il va falloir enseigner aux Canadiens à avoir des sentiments guerriers et que nous devons constamment être prêts à prendre les armes? Ou bien faut-il interpréter autrement ces paroles? Le fait est significatif à l'heure actuelle, au moment où l'on est à examiner la conduite du Dr Riddell. Le *Feuilleton* de la Chambre nous apprend que l'honorable député de Winnipeg-Nord (M. Heaps) a l'intention de demander au Gouvernement de lui communiquer le texte de la correspondance échangée entre le Gouvernement canadien et le Dr Riddell. Et voici que nous apprenons que le ministre de la Justice déclare que nous devons toujours avoir un système suffisant de défense et un sentiment national en faveur d'un tel système.

L'hon. M. LAPOINTE: Je n'ai jamais rien dit de tel.

M. PELLETIER: Je vous prie de m'excuser; je voulais parler du ministre de la Défense nationale (M. Mackenzie). Voici où je veux en venir. A peu près à la même époque, le *Montreal Star* a publié un éditorial affirmant que le Gouvernement devrait, dans l'intérêt général, cacher ces renseignements.

Naturellement, j'ignore ce que fera le Gouvernement, mais laissez-moi vous dire que toutes les guerres du passé ont été appelées des guerres défensives. Je sais également que

lorsque l'on suppose que certains renseignements ne sont pas d'intérêt public, on refuse de les communiquer. Quant à moi, monsieur l'Orateur, je ne permettrai pas qu'une seule goutte de sang canadien soit versée avant que le pays ait été mis au courant de toutes les circonstances et comprenne pourquoi on demande aux citoyens de sacrifier leur vie.

C'est à peu près tout ce que j'ai à dire ce soir. Le moment venu, on discutera certaines mesures, et alors, j'en suis sûr, le premier ministre (Mackenzie King) saura certainement que nous sommes un groupe indépendant. J'ai entendu avec plaisir sa déclaration au sujet des groupes indépendants. La première chose que l'on m'a dit en arrivant à la Chambre des communes a été que je devais prêter serment d'allégeance à un roi. (King); Tout d'abord, je ne savais pas si c'était Mackenzie King ou Sa Majesté le roi, mais je suis bien aise que le premier ministre nous ait expliqué cela. Je vais donc reprendre mon siège, promettant au très honorable député une juste et indépendante coopération, de même que des critiques au moment voulu.

L'hon. J. EARL LAWSON (York-Sud): Monsieur l'Orateur, vu certaines des accusations lancées par le très honorable premier ministre (M. Mackenzie King) contre mon très honorable leader (M. Bennett) au cours de ses observations, cet après-midi, je crois qu'il m'incombe de faire certains commentaires avant que ce débat soit terminé. Permettez-moi, tout d'abord, de m'écarter du sujet pour féliciter le proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône, (M. Slaght) et celui qui l'a appuyée (M. Fournier, Maisonneuve) et j'espère que l'on ne soupçonnera pas ma sincérité en félicitant tout particulièrement l'un de mes collègues du barreau de Toronto de l'éloquence, de la modération et du bon goût de son premier discours à la Chambre.

Je pensais que le premier ministre, fort de sa majorité considérable, qui déborde à votre gauche, monsieur l'Orateur, se serait empressé de déposer les mesures législatives qui doivent, à ce que l'on nous a dit, durant la campagne électorale, assurer une prospérité sans rivale au Canada.

Une VOIX: On a déjà commencé.

M. LAWSON: Je suis heureux de l'apprendre. J'espère sincèrement, dans l'intérêt du pays, que si cette ère de prospérité a déjà brillé depuis l'arrivée au pouvoir de mes honorables amis elle se continuera. Quant à moi, en dépit de ce qu'a dit le premier ministre cet après-midi, je serai enchanté de voir le pays prospère, et je ne chercherai pas à le nier tout simplement parce que le parti se